

# Elections législatives en Autriche : vers un renouvellement de la grande coalition ?

Corinne Deloy

Analyse

## Résumé :

6,5 millions d'Autrichiens renouvelleront le 29 septembre prochain les 183 membres du Conseil national (*Nationalrat*), chambre basse du Parlement.

Le Parti social-démocrate (SPÖ) du chancelier Werner Faymann et le Parti populaire (ÖVP), dirigé par le vice-chancelier Michael Spindelegger, qui gouvernent le pays depuis 2006, vont-ils poursuivre leur grande coalition ? Telle est la question qui est au cœur du scrutin. S'ils n'obtiennent pas ensemble la majorité absolue, le prochain gouvernement pourrait regrouper 3 partis politiques. Une coalition qui serait toutefois difficile à former, le SPÖ étant opposé à toute collaboration avec le Parti libéral (FPÖ), d'extrême droite dirigé par Heinz-Christian Strache, comme avec l'Equipe Stronach pour l'Autriche, créée par l'homme d'affaires austro-canadien Frank Stronach. Les Verts, conduits par Eva Glawischnig Piesczek, refusent de gouverner avec l'ÖVP. Michael Spindelegger a qualifié de « *dangereuse* » la formation d'une coalition gouvernementale tripartite. L'arrivée sur la scène politique de l'Equipe Stronach ajoute une incertitude supplémentaire aux élections. Ce parti attire les électeurs mécontents mais refuse, pour l'heure, toute alliance avec les partis de gouvernement. A un mois du scrutin, la poursuite de la grande coalition SPÖ-ÖVP semble néanmoins la configuration la plus probable.

Interrogés par l'institut d'opinion Spectra, 2/3 des Autrichiens (67%) ont déclaré préférer être gouvernés par une coalition de 2 partis. La poursuite de la coalition sortante a recueilli 34% d'opinions favorables, 18% des personnes interrogées se prononçant pour un gouvernement rassemblant le SPÖ et les Verts et 11% l'ÖVP et les Verts. 27% privilégient une coalition rassemblant 3 partis. Dans ce cas, un tiers des interviewés aimeraient voir le gouvernement dirigé par le SPÖ, l'ÖVP et les Verts ; 10% se disent partisans d'une alliance entre le SPÖ, l'ÖVP et le FPÖ.

## 1 – La situation politique

### a) Panorama de l'Autriche politique depuis 1945

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la vie politique autrichienne est dominée par 2 partis: l'ÖVP et le SPÖ qui se sont formés sur deux clivages : la religion (l'ÖVP est le successeur du Parti chrétien social catholique qui était très lié à l'église catholique) et la classe sociale (le SPÖ est l'héritier du Parti ouvrier social-démocrate). En 1975, ces deux partis rassemblaient 93,4% des suffrages ; 84,4% encore en 1983 mais seulement les 2/3 de l'électorat (66,4%) en 1995 et un peu plus de la moitié (55%) lors des dernières élections du 28 septembre 2008.

En dépit de cette régression continue, le système politique autrichien reste l'un des plus structurés d'Europe. L'ÖVP rassemble la majorité de la classe moyenne tandis que le SPÖ recueille les suffrages de la plupart des ouvriers et des employés. En outre, un tiers des électeurs de chacun de ces partis sont membres du parti auquel ils apportent leur voix, soit l'un des taux d'adhésion les plus élevés parmi les démocraties occidentales.

L'Autriche, qui a jusqu'en 1966 été gouvernée par de grandes coalitions qui rassemblaient l'ÖVP et le SPÖ, fonctionne sur le principe du *Proporzsystem*, système corporatiste fondé sur le compromis et le partage du pouvoir entre les deux principaux partis ainsi que sur la coopération entre les syndicats et le patronat. Ce sys-

tème a été un élément clé du retour à la paix sociale et à la stabilité. Des gouvernements monopartisans ont été formés dans les années 1960 sans empêcher le système corporatiste de continuer de fonctionner.

Dans les années 1980, deux phénomènes sont venus modifier le paysage électoral autrichien : l'apparition de nouveaux partis (notamment les verts) et la renaissance d'un ancien parti, longtemps demeuré minoritaire, le FPÖ, créé en 1956. S'en est suivi un affaiblissement des 2 « grands » partis qui ont vu leurs effectifs fondre et leur nombre de suffrages décroître. La baisse de la participation électorale a encore accru cette tendance.

Le jeu politique est alors devenu imprévisible. Longtemps exclu du pouvoir, le FPÖ obtient, en 1975, l'accès au financement public et entre au gouvernement en 1983 (en coalition avec le SPÖ). En 1987, la coalition SPÖ-FPÖ revient au pouvoir. Dirigé par Jörg Haider opposé à tout recentrage, le FPÖ se radicalise et se positionne en opposition aux 2 grands partis. Surfant sur le mécontentement des électeurs, il dépasse, une dizaine d'années plus tard, l'ÖVP en nombre de suffrages et revient au pouvoir en 2000 dans une coalition emmenée par l'ÖVP dirigée par Wolfgang Schüssel.

La percée des verts s'explique par la diffusion des valeurs post-matérialistes et par le déclin concomitant des affiliations partisans traditionnelles. L'électorat des Verts est majoritairement féminin et plutôt diplômé, soit quasiment l'exact inverse de celui du FPÖ. Les récentes transformations politiques de l'Autriche sont également liées au contexte socioéconomique (libéralisation des mouvements de capitaux et intégration européenne).

#### b) Le système politique autrichien

Le parlement autrichien est bicaméral. La chambre basse, le Conseil national (*Nationalrat*), regroupe 183 députés élus pour 5 ans et le Conseil fédéral (*Bundesrat*), chambre haute, rassemble 64 représentants des 9 *Länder* du pays.

Les membres du Conseil national sont élus au scrutin majoritaire à Vienne et dans le Land du Vorarlberg et, dans le reste du pays, au scrutin proportionnel au sein des circonscriptions que constituent les *Länder*, divisés

en 43 circonscriptions locales. Un parti doit impérativement recueillir au moins 4% des suffrages exprimés ou encore un mandat direct – soit environ 25% des voix dans l'une des 43 circonscriptions locales – pour entrer au Parlement. Les électeurs disposent de 2 voix : l'une pour voter pour un parti au niveau national et l'autre pour désigner un candidat dans sa circonscription locale. Le vote est obligatoire dans 4 *Länder* : la Carinthie, la Styrie, le Tyrol et le Vorarlberg. Chaque ville décide de l'heure de l'ouverture et de la fermeture des urnes le jour du scrutin.

Les partis politiques possédant moins de 3 sièges au Conseil national doivent, pour participer aux élections, obtenir les signatures d'au moins 2600 électeurs. Celles-ci doivent obligatoirement être recueillies dans l'ensemble de l'Autriche : un minimum de 500 en Basse-Autriche et à Vienne, 400 en Haute-Autriche et en Styrie, 200 en Carinthie, au Tyrol et à Salzbourg et 100 dans le Burgenland et le Vorarlberg.

Le *Bundesrat* représente les *Länder*. Chaque *Land* est administré par un gouvernement (*Landesregierung*) et une Diète (*Landtag*). Les *Länder* sont compétents dans tous les domaines ne relevant pas expressément de l'Etat fédéral : aménagement du territoire, protection de l'environnement, occupation des sols, transports. Chaque *Land* élit à la chambre haute (au scrutin proportionnel) un nombre de représentants proportionnel à sa population (au minimum 3). Vienne, qui constitue la région la plus peuplée, compte 12 représentants. La présidence du *Bundesrat* revient à un *Land* différent tous les 6 mois, ceux-ci se succédant selon l'ordre alphabétique.

Depuis le 28 septembre 2008, tout Autrichien âgé de 16 ans est autorisé à voter aux élections. Le scrutin de 2008 a démenti la croyance selon laquelle les plus jeunes sont davantage portés à se prononcer en faveur des partis situés à gauche de l'échiquier politique. En effet, les enquêtes postélectorales ont montré que 43% des 16-29 ans ont voté pour le FPÖ (25% des 16-18 ans). Les plus jeunes avaient d'ailleurs cité l'accueil des étrangers (32,3%) comme l'enjeu principal du scrutin, devant l'éducation (23,7%). Selon les sondages, la défiance des jeunes envers les partis politiques traditionnels ne cesse d'augmenter.

5 partis politiques sont actuellement représentés au Conseil national :

- le Parti social-démocrate (SPÖ), fondé en 1888 et conduit par le chancelier sortant Werner Faymann, compte 58 députés ;
- le Parti populaire (ÖVP), de centre-droit créé en 1945 et dirigé par le vice-chancelier Michael Spindelegger, possède 50 sièges ;

- le Parti libéral (FPÖ), d'extrême droite créé en 1956 et conduit par Heinz-Christian Strache, compte 35 sièges ;

- l'Alliance pour l'avenir de l'Autriche (BZÖ), d'extrême-droite créé en 2005 et dirigé par Josef Bucher, possède 21 sièges ;

- les Verts (DG), fondé en 1986 et conduit par Eva Glawischnig Piesczek, compte 19 députés.

#### Rappel des résultats des élections fédérales du 28 septembre 2008 en Autriche

Participation : 78,80%

Partis politiques	Nombre des voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges
<b>Parti social-démocrate (SPÖ)</b>	1 316 091	29,70	58
<b>Parti populaire (ÖVP)</b>	1 134 837	25,60	50
<b>Parti de la liberté (FPÖ)</b>	797 993	18	35
<b>Alliance pour l'avenir de l'Autriche (BZÖ)</b>	486 397	11	21
<b>Les Verts (DG)</b>	433 810	9,80	19
<b>Forum libéral</b>	84 764	1,90	0
<b>Forum citoyen</b>	78 119	1,80	0
<b>Autres</b>	98 138	2,10	0

Source : Ministère de l'Intérieur autrichien

## 2 - 7 années de coalition

L'Autriche affiche une relative bonne santé économique. Le pays est le quatrième plus riche d'Europe et possède dans tous les secteurs des indicateurs supérieurs à la moyenne européenne. La croissance du PIB a été de 0,7% en 2012 et devrait augmenter de 1% cette année. Selon les prévisions, le PIB devrait croître de 1,7% en moyenne entre 2014 et 2017. Le déficit budgétaire est au-dessous des 3% exigés par le Pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne et s'élèvera à 2,4% en 2013. La dette s'établissait à 73,4% en 2012. Enfin, le taux de chômage est très faible : 4,4% l'an passé. Selon une étude publiée par l'OCDE, l'Autriche a, comme sa voisine allemande, enregistré une légère baisse des inégalités de revenus (entre 7 et 10%).

Au cours des deux dernières années, le gouvernement du chancelier Werner Faymann a adopté plusieurs mesures d'austérité pour faire face à la crise économique internationale; il a notamment effectué des coupes

dans les dépenses publiques, y compris dans les domaines de l'éducation et des aides sociales. En 2012, un plan d'assainissement des finances publiques de 28 milliards € a été adopté. Le gouvernement a également nationalisé 2 banques, pris des participations dans une autre et renforcé 4 de ses 5 principaux établissements bancaires par des injections de capital.

Le 26 juin dernier, le gouvernement a annoncé la mise en œuvre d'un plan de 1,59 milliard € sur 3 ans destiné à relancer l'économie du pays. Les secteurs du bâtiment, de la petite enfance et des soins à la personne sont parmi les principaux bénéficiaires de cet argent public. Les victimes des inondations du printemps dernier recevront une aide financière. La moitié de ce 1,59 milliard € doit être dépensée avant 2014. « *Il est important de dire que l'on ne prend pas l'argent sur de nouvelles dettes* » a déclaré le vice-chancelier Michael Spindelegger, qui a rappelé que le gouvernement n'avait pas abandonné son objectif d'atteindre l'équilibre budgétaire d'ici à 2016. A quelques semaines des

élections et après le dépôt de bilan de la société Alpine Bau GmbH, n°2 de la construction (6 500 employés), le gouvernement a tenu à montrer aux électeurs qu'il était conscient de leurs difficultés économiques.

Le chancelier sortant Werner Faymann fait campagne en s'appuyant sur son bilan à la tête de l'Etat. « *Nous avons garanti 1 million d'emplois à travers les exportations* » a-t-il affirmé. Soulignant que le capital est, en Autriche, moins taxé que le travail, il a déclaré qu'il souhaitait créer un impôt sur les successions s'élevant à plus d'1 million €.

Comme son allié gouvernemental, l'ÖVP, emmené par Michael Spindelegger, veut assainir l'économie autrichienne. En revanche, il se refuse à toute augmentation des taxes mais promet de diminuer les impôts pesant sur les entreprises, de réduire le coût du travail et de rendre le marché du travail plus flexible. Il estime que les finances publiques peuvent être redressées par la réduction des dépenses publiques. Le vice-chancelier propose de modifier le système actuel de retraites en imposant davantage les personnes souhaitant arrêter de travailler le plus tôt possible et en offrant des réductions fiscales à celles qui acceptent de travailler plus longtemps.

### 3 - Où en est l'extrême droite ?

Lors du scrutin du 28 septembre 2008, les forces d'extrême droite – le FPÖ et le BZÖ – avaient rassemblé ensemble près d'un tiers des suffrages (29%). Elles étaient arrivées en tête dans les *Länder* de Salzbourg, du Vorarlberg et de Carinthie.

Comme dans tous les pays européens, les forces d'extrême droite, sans abandonner leur discours sur la défense des droits des «vrais Autrichiens» et leur dénonciation de l'islamisation de la société, ont toutefois, ces dernières années, fait passer leur rhétorique xénophobe au second plan pour mettre en avant les thèmes socioéconomiques, préoccupation n°1 des électeurs. Elles occupent le créneau de l'euroscepticisme. Heinz-Christian Strache se déclare pro-européen mais ce sentiment n'a, pour lui, rien à voir avec l'Union européenne. « *L'Union a porté un projet de paix, ce qui est une bonne chose. Mais malheureusement, la paix sociale n'est plus garantie* » a-t-il indi-

qué, ajoutant « *Nous ne voulons pas de centralisme ni de nouveau transfert de souveraineté fiscale en faveur de Bruxelles et nous voulons reprendre le contrôle de notre destin économique* ». Il souhaite que ses compatriotes puissent s'exprimer par référendum sur la crise de la dette en Europe : « *Avant que l'euro ne sombre comme l'a fait le Titanic, je demanderai un référendum sur l'Union économique et monétaire (UEM)* ». Il va même jusqu'à proposer l'organisation d'une consultation populaire « *si les Vingt-huit se développent comme un super Etat centralisé, Je préférerais faire une alliance avec la Suisse* » a-t-il affirmé, se déclarant favorable à l'entrée de la Serbie et de la Russie dans l'Union européenne.

En mars 2009, soit six mois après les élections du 28 septembre 2008 et après la mort, le 11 octobre 2008, de son leader Jörg Haider, qui avait aussi précédemment dirigé le FPÖ (1986-2005), le président du BZÖ du Land de Carinthie, Uwe Scheuch, a tenté un rapprochement avec le FPÖ. Le projet a cependant échoué à se concrétiser ; à la suite de cet échec, le président du groupe parlementaire du BZÖ, Josef Bucher, a pris la tête du parti. Il lui a fait prendre un virage libéral avant d'être à son tour contesté par plusieurs fédérations régionales comme celles de Styrie ou de Carinthie où le BZÖ a finalement fusionné avec le FPÖ. Le parti se bat pour sa survie.

### 4 – Deux nouveaux venus sur la scène politique

Les Verts (DG) affichent clairement leur objectif : intégrer la prochaine coalition gouvernementale et accéder enfin au pouvoir. « *Pour nous, l'objectif est d'atteindre la taille qui nous permettra de former une majorité avec un autre parti* » a confirmé Eva Glawischnig Piesczek. Plutôt positionnés à droite sur les questions économiques et sociales, les verts ont plusieurs fois critiqué le SPÖ dont ils jugent les réformes trop faibles. Le parti est divisé entre son aile droite et son aile gauche. Ses électeurs sont parmi les plus diplômés et disposent d'un revenu plus élevé que la moyenne des Autrichiens. S'ils se sont décalés vers la droite, ils diffèrent cependant des électeurs de l'ÖVP en ce qu'ils défendent des valeurs sociétales plus libérales. Selon une enquête

postélectorale sur le scrutin régional qui s'est déroulé le 5 mai dernier dans le *Land* de Salzbourg, les Verts ont su attirer 14 000 électeurs de l'ÖVP et 12 000 du SPÖ.

Le 27 octobre 2012, Matthias Strolz, ancien membre de l'ÖVP, a créé Neos-La Nouvelle Autriche. Les membres de ce parti libéral se recrutent notamment parmi les anciens adhérents (ou anciens proches) des Verts et de l'ÖVP. Neos-La Nouvelle Autriche se bat pour une plus grande participation des citoyens, l'autonomisation du système éducatif, une baisse de 75% du financement des partis politiques, la maîtrise des finances publiques (aucune nouvelle dette) et une baisse des impôts. Le parti est favorable à une Europe fédérale.

Mais le parti qui semble le plus en mesure de perturber le jeu électoral et qui pourrait peser sur le résultat des forces d'extrême droite, est l'Equipe Stronach, fondée le 27 septembre 2012 par Frank Stronach.

Né Franz Strohsack en 1932 à Gutenberg an der Raabklamm (sud du pays), Frank Stronach a quitté l'école à 14 ans et travaillé comme apprenti mécanicien dans un atelier d'outillage avant de partir pour le Canada, où il a fait fortune à la tête de l'entreprise Magna, équipementier automobile (qui fournit notamment BMW, Toyota, Hyundai ou Peugeot) situé à Aurora, près de Toronto. La société possède 256 usines dans 26 pays et emploie 107 000 personnes. La fortune de son dirigeant a été évaluée en 2011 à 1,7 milliard \$ par le magazine américain *Forbes*, ce qui faisait de lui le 21e Canadien le plus riche.

Frank Stronach a tenté – en vain – de démarrer une carrière politique outre-Atlantique en se portant candidat aux élections législatives canadiennes de 1988 sous l'étiquette du Parti conservateur (PCC) où il a été battu. Sa fille Belinda a été députée du parlement canadien en 2004 et, après avoir rejoint le Parti libéral (PLC), est devenue ministre des Ressources humaines dans le gouvernement dirigé par Paul Martin en 2005.

2 députés du BZÖ (Christoph Hagen et Elisabeth Kaufmann-Bruckberger), 1 élu du SPÖ (Gerhard Köfer), les indépendants Robert Lugar et Erich Tadler ainsi que le député Stefan Markowitz ont rejoint l'Equipe Stronach lors de sa création, ce qui a permis au nouveau parti

d'avoir un groupe parlementaire (dirigé par Robert Lugar) et de disposer d'une marge de manœuvre au sein du Parlement. Il possède 1 élu au Conseil fédéral (Gerald Zelina).

Le programme du parti est un mélange de libéralisme économique et d'euroscpticisme. S'il se déclare pro-européen, Frank Stronach est opposé à la monnaie unique et qualifie la création de l'euro de « *faute gigantesque* ». Il propose la création d'un euro à taux flexible, soit une monnaie commune flottante, indexée sur le dynamisme économique du pays. Dans ce système, un euro grec ne vaudrait par exemple que 40% d'un euro allemand ou autrichien. Frank Stronach prévoit également de mettre en place un plan Marshall pour les économies défailtantes d'Europe du Sud. Au plan intérieur, son programme s'articule autour de 3 priorités : la réduction de la dette, la simplification du système fiscal et la lutte contre la bureaucratie, qualifiée d'« *obèse* ». Il affirme que l'Autriche est « *surgouvernée* », « *surbureaucratisée* » et « *suradministrée* ». Il est favorable à la baisse des taxes pour les entreprises et à l'établissement d'un impôt à taux unique pour la TVA, l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés (*flat tax*) entre 20% et 40%, ce qui, selon lui, stimulerait la création d'emplois, réduirait la bureaucratie et relancerait la croissance économique.

Frank Stronach souhaite la création d'une nouvelle chambre des représentants qui serait formé par des citoyens tirés au sort et la réduction à 2 du nombre de mandats fédéraux pour les membres de son parti. Favorable à l'immigration choisie, il affirme que « *seul celui dont on a besoin en Autriche et qui peut améliorer le bien commun doit être autorisé à y immigrer* ».

Frank Stronach s'est fixé pour objectif de recueillir au moins 10% des suffrages aux élections. « *C'est la première fois en 50 ans que les gens ont la chance de pouvoir voter pour quelqu'un de nouveau* ». Selon les enquêtes d'opinion, les partis d'extrême droite FPÖ et BZÖ sont ceux qui devraient le plus souffrir de l'arrivée sur la scène politique de l'Equipe Stronach, qualifiée de « *création artificielle juste destinée à troubler le jeu politique* » par Heinz-Christian Strache. Frank Stronach refuse d'être comparé à Jörg Haider. « *Tout d'abord, je suis un entrepreneur doté d'une fibre sociale qui a créé*

*beaucoup d'emplois. Deuxièmement, je suis opposé à toute discrimination. Jörg Haider a probablement contribué à changer le système mais à part cela, je n'ai rien à voir avec lui* » a-t-il souligné. « *Frank Stronach utilise un sentiment anti-parti et anti-establishment et réussit plutôt bien* » a déclaré Markus Wagner, politologue à l'université de Vienne. « *Pour beaucoup d'Autrichiens, Frank Stronach a une vie impressionnante et il parle de ce qui intéresse les gens mais sa jeune équipe va devoir en montrer plus avant de devenir un élément important de la politique nationale* » affirme David Pfarrhofer de l'institut d'opinion Market.

### 5 – Quelles leçons tirer des quatre scrutins régionaux de 2013 ?

Depuis le début de cette année, les forces politiques autrichiennes ont eu l'occasion de se mesurer à 4 reprises lors d'élections régionales. Certes, le contexte et les enjeux étaient différents dans chaque *Land* et ces scrutins ne peuvent être considérés comme prédictifs des élections à venir ; ils nous éclairent néanmoins sur le contexte politique actuel de l'Autriche.

Première observation : l'ÖVP s'est maintenu au Tyrol (28 avril) et en Basse-Autriche (3 mars) où il conserve sa majorité absolue, 2 régions qu'il gouverne depuis 1975. Il a remporté le *Land* de Salzbourg (5 mai), où le SPÖ a subi un sérieux revers consécutif au scandale financier qui avait ébranlé le gouvernement local et qui avait conduit à ce scrutin anticipé.

Les élections régionales n'ont en revanche pas été très

satisfaisantes pour le SPÖ. Seule bonne nouvelle : le 3 mars, il a reconquis la Carinthie, un *Land* industriel et ouvrier qu'il avait dirigé de 1945 à 1999.

Les forces d'extrême droite enregistrent un recul en Basse-Autriche et au Tyrol. Elles progressent légèrement à Salzbourg mais s'effondrent en Carinthie. Le Parti libéral de Carinthie (FPK), emmené par Kurt Scheuch, a subi un sévère revers en recueillant 16,85% des suffrages. Le BZÖ a obtenu 3,80% des voix. Dans ce *Land*, l'extrême droite a perdu 26,05 points entre 2009 et 2012.

Enfin, l'Equipe Stronach a recueilli des résultats variés : 11,18% en Carinthie où, conduit par Gerhard Köfer, il a pris des voix à tous les partis mais surtout aux forces d'extrême droite ; 9,8% en Basse-Autriche et 8,3% à Salzbourg. Dans ces 2 derniers *Länder*, il est entré au gouvernement régional. Il a en revanche échoué au Tyrol, où il a recueilli 3,4% des suffrages.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Spectra, le SPÖ devrait arriver en tête des élections du 29 septembre prochain avec 29% des suffrages. Il devancerait l'ÖVP qui recueillerait 27%. Les 2 partis disposeraient ensemble de la majorité absolue et pourraient poursuivre leur alliance à la tête de l'Etat. Le FPÖ occuperait la 3e place avec 20% suivis des Verts, 15%, et de l'Equipe Stronach, 8%. Le BZÖ flirte avec la barre de 4% indispensable pour être représenté au Conseil national. 8 Autrichiens sur 10 (80%) se disent certains de se rendre aux urnes.

## La «grande coalition» Parti social-démocrate/Parti populaire reconduite en Autriche

### Résultats

#### Résumé :

Comme leurs voisins allemands (avec lesquels ils partagent des résultats économiques satisfaisants), les Autrichiens ont choisi de reconduire leurs dirigeants aux élections législatives le 29 septembre. Les deux pays devraient également être gouvernés par des grandes coalitions rassemblant les deux principaux partis politiques – l'un de gauche et l'autre de droite – durant la prochaine législature.

Comme attendu, la coalition gouvernementale sortante formée par le Parti social-démocrate (SPÖ) du chancelier sortant Werner Faymann, et le Parti populaire (ÖVP) du vice-chancelier Michael Spindelegger, est arrivée en tête du scrutin. Le SPÖ a recueilli 27,1% des suffrages et ont remporté 53 sièges (soit -5 par rapport au dernier scrutin législatif du 28 septembre 2008) ; l'ÖVP a obtenu 23,8% et 46 sièges (- 4). Le scrutin marque la continuité de l'érosion de l'électorat des 2 partis : ensemble, ils ont remporté le résultat le plus faible de leur histoire, mobilisant juste la moitié des électeurs (50,9%, soit -4,1 points par rapport à septembre 2008).

Le scrutin a été marqué par une poussée du Parti libéral (FPÖ), parti d'extrême droite conduit par Heinz-Christian Strache, qui a recueilli 21,4% des suffrages et obtenu 42 députés (+ 7).

Les Verts (DG) d'Eva Glawischnig Piesczek ont pris la 4e place avec 11,5% et 22 sièges (+3).

Avec 5,8% des voix (11 sièges), l'Equipe Stronach pour l'Autriche, parti populiste et eurosceptique fondée le 27 septembre 2012 par l'homme d'affaires austro-canadien Frank Stronach, fait son entrée au Conseil national (*Nationalrat*), Chambre basse du parlement, tout comme Neos-La Nouvelle Autriche, parti libéral créé le 27 octobre 2012 par Matthias Strolz, ancien membre de l'ÖVP, et soutenu par l'industriel du bâtiment Hans Peter Haselsteiner, qui a obtenu 4,8% des suffrages et 9 députés.

L'Alliance pour l'avenir de l'Autriche (BZÖ), autre parti d'extrême-droite dirigée par Josef Bucher, a échoué à franchir le seuil des 4% de voix obligatoire pour être représenté au niveau national ; il a obtenu 3,6%.

La participation est en net recul ; elle s'est établie à 65,9%, soit -12,9 points par rapport au scrutin législatif du 28 septembre 2008. Le 29 septembre, les « non-votants » sont devenus le premier « parti » d'Autriche.

#### Résultats des élections fédérales du 29 septembre 2013 en Autriche

Participation : 65,9%

Partis politiques	Nombre des voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges
<b>Parti social-démocrate (SPÖ)</b>	1 118 223	27,10	53
<b>Parti populaire (ÖVP)</b>	982 651	23,80	46
<b>Parti de la liberté (FPÖ)</b>	883 255	21,40	42
<b>Les Verts (DG)</b>	473 116	11,50	22
<b>L'Equipe Stronach pour l'Autriche</b>	239 075	5,80	11
<b>Neos-La Nouvelle Autriche</b>	198 097	4,80	9
<b>Alliance pour l'avenir de l'Autriche (BZÖ)</b>	149 740	3,60	0
<b>Autres</b>	82 598	1,60	0

Source : <http://wahl13.bmi.gv.at>

« Il y a beaucoup à faire, d'une part pour mériter ce résultat et de l'autre pour renforcer la confiance dans l'avenir » a déclaré Werner Faymann à la chaîne de télévision ORF en commentant les résultats. « Nous nous réjouissons de former le prochain gouvernement » a souligné le chef de la campagne électorale du SPÖ, Norbert Darabos, dès l'annonce des résultats. « Si nous arrivons en tête et que nous obtenons le mandat de gouverner, je me tournerai vers l'ÖVP pour former une grande coalition » avait indiqué Werner Faymann la veille du scrutin.

« Ce résultat est un avertissement. Nous ne pouvons pas simplement nous contenter de continuer comme avant » a déclaré Michael Spindelegger. Le vice-chancelier a échoué à atteindre son objectif « d'être n°1 ». L'ÖVP devrait cependant poursuivre sa grande coalition avec le SPÖ, configuration politique « naturelle » pour les Autrichiens : le pays a été gouverné par une coalition rassemblant le SPÖ et l'ÖVP pendant les deux décennies d'après-guerre (de 1945 à 1966). Récemment, une enquête d'opinion réalisée par l'institut Spectra

montrait que les 2/3 des électeurs (67%) préféreraient être gouvernés par une coalition de deux partis, symbole de stabilité politique.

« *Il sera intéressant de voir fonctionner cette courte majorité au parlement. Lorsque la majorité des 2/3 sera nécessaire pour voter une loi – et cela arrive fréquemment –, le SPÖ et l'ÖVP devront trouver un partenaire de coalition* » a indiqué Marcelo Jenny, professeur de science politique à l'université de Vienne.

« *C'est un incroyable succès* » a affirmé Heinz-Christian Strache à l'annonce des résultats. Le FPÖ poursuit son grignotage de l'électorat des deux « grands » partis de la scène politique mais il a pâti lors de la création de l'Equipe Stronach. « *L'arrivée de l'Equipe Stronach sur la scène politique est une bonne nouvelle pour la gauche car elle prend des voix à l'ÖVP et à l'extrême droite, mais aucune au SPÖ* » a indiqué Marcelo Jenny. « *Le FPÖ n'est plus la seule voix critique à l'encontre du gouvernement, ce qui le pénalise* » a affirmé Thomas Meyer, politologue de l'université de Vienne.

« *Il y a trois partis implantés en Autriche et le SPÖ ne peut plus prétendre à la domination. On ne peut pas former une coalition de perdants, on ne peut plus nous exclure !* » a lancé Heinz-Christian Strache. Le FPÖ avait fait campagne davantage pour les Autrichiens que contre les immigrés. Il a sans doute attiré certains

Autrichiens fatigués des nombreuses affaires de corruption qui ont émaillé la précédente législature.

Agé de 53 ans, Werner Faymann a travaillé comme directeur général et président régional de l'association des locataires autrichiens. Membre des Jeunes socialistes de Vienne, il en devient le président en 1981, poste qu'il occupera jusqu'en 1987. En 1985, il entre au conseil municipal de Vienne et en 1994, il est nommé conseiller en charge du Logement et de la Rénovation urbaine. En 2007, il accède au gouvernement et devient ministre des Transports, de l'Innovation et de la Technologie dans la grande coalition (SPÖ/ÖVP) que dirige Alfred Gusenbauer (SPÖ). L'année suivante, Werner Faymann est élu à la tête du SPÖ. Il signe alors avec Alfred Gusenbauer une lettre ouverte dans le quotidien *Kronen Zeitung* dans laquelle les deux hommes demandent que toute modification des traités européens qui touchera aux intérêts autrichiens soit désormais décidée par référendum. Ce nouveau positionnement sur les affaires européennes du SPÖ provoque la chute de la coalition gouvernementale en place.

Werner Faymann conduira son parti à la victoire le 28 septembre 2008 et remplacera Alfred Gusenbauer à la chancellerie. Quatre ans plus tard, s'appuyant sur un bilan économique satisfaisant, il est donc parvenu à se maintenir au pouvoir et devrait continuer à gouverner en coalition avec l'ÖVP.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.